



**PRÉFET
DE LA VIENNE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Nouvelle-Aquitaine**

Unité bi-départementale de la Charente et de la Vienne
20, rue de la Providence
86000 Poitiers

Poitiers, le 25/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 24/02/2026

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

RADIO ENERGIE

route de Nonnes - ZI Sud
86100 Targé

Références : 2026 252
Code AIOT : 0007207510

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 24/02/2026 dans l'établissement RADIO ENERGIE implanté 41 route de Nonnes - ZI Sud 86100 Châtellerauld. L'inspection a été annoncée le 27/01/2026. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Opération régionale "produits chimiques"

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- RADIO ENERGIE
- 41 route de Nonnes - ZI Sud 86100 Châtellerauld
- Code AIOT : 0007207510
- Régime : Déclaration avec controle
- Statut Seveso : Non Seveso

- IED : Non

L'entreprise Radio Energie est spécialisée dans le bobinage industriel, la gamme de produit comporte notamment des dynamo tachymétriques et des alternateurs à aimants permanents. La majorité de la production est exportée, principalement en Europe, que ce soit pour des produits neufs ou de rechange.

Le site emploie 26 salariés. Il est classé à déclaration pour les activités de :

- travail des métaux - 2560 - usinage des bruts de fonderie en aluminium et décoletage
- trempe de métaux - 2561 - traitement par phosphatation
- peinture - 2940

Contexte de l'inspection :

- Inspection généraliste produits chimiques

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- REACH

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Fiche de données de sécurité (FDS)	Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,	Demande de justificatif à l'exploitant	2 mois
4	Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions	Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10	Demande d'action corrective	1 mois
5	Etat des stocks de produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 3.5	Demande d'action corrective	1 mois
6	Contrôle périodique	Code de l'environnement du 24/02/2026, article R512-55	Demande d'action corrective	2 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
2	Mesures de maîtrise des Risques	Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
3	Capacités de rétention des produits chimiques	Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Cette inspection s'inscrit dans le cadre de l'opération régionale relative aux produits chimiques. Le stockage, entreposage, manipulation des produits chimiques dangereux a été contrôlé par sondage et s'avère conforme. La gestion documentaire est toutefois un point d'amélioration.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Fiche de données de sécurité (FDS)

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 31, 35,
Thème(s) : Produits chimiques, Mise à disposition des FDS
Prescription contrôlée : Article 31 ;Le fournisseur d'une substance ou d'une préparation fournit au destinataire de la substance ou de la préparation dangereuse une fiche de données de sécurité. Article 35 : Les employeurs donnent à leurs travailleurs et aux représentants de ceux-ci accès aux informations transmises dans la fiche de données de sécurité et portant sur les substances ou les préparations que ces travailleurs utilisent ou auxquelles ils peuvent être exposés dans le cadre de leur travail.
Constats : Les FDS sont archivées numériquement sur un serveur accessible à l'ensemble du personnel. Par échantillonnage, 2 FDS sont consultées, l'une d'elle date de 2016 et est désormais obsolète.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant s'assure de la mise à jour de l'ensemble des FDS des produits utilisés sur site. Les FDS antérieures à 2020 sont obsolètes.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 2 mois

N° 2 : Mesures de maîtrise des Risques

Référence réglementaire : Règlement européen du 18/12/2006, article 37.5
Thème(s) : Produits chimiques, Mesures de maîtrise des risques et conditions opérationnelles

<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout utilisateur en aval identifie, met en oeuvre et, le cas échéant, recommande des mesures appropriées visant à assurer une maîtrise valable des risques identifiés.....dans la ou les fiches de données de sécurité qui lui ont été transmises ;</p>
<p>Constats :</p> <p>Par échantillonnage, la mise en oeuvre des prescriptions de 2 FDS est vérifiée dans l'atelier. Il s'agit d'un produit utilisé pour produire de la mousse destinée à l'emballage des pièces pour expédition et d'un vernis d'isolation utilisé sur les bobinages. Ce sont tous deux des produits liquides inflammables.</p> <p>Dans les 2 cas les mesures de maîtrise des risques des FDS sont mise en oeuvre (moyens d'extinction, équipement de protection individuelle, mesures de stockage, élimination des déchets en filière dédiée).</p> <p>Ces 2 produits s'avèrent très réactifs à l'eau. Bien que les moyens d'extinctions présents à proximité soient adaptés aux produits, la présence notamment d'un RIA dans le local d'expédition pourrait entraîner un usage inapproprié en cas de sinistre. L'opérateur du produit était toutefois formé à ces risques spécifiques.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Capacités de rétention des produits chimiques

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Tout stockage de produits liquides susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol est associé à une capacité de rétention dont le volume est au moins égal à la plus grande des deux valeurs suivantes :</p> <p>100 % de la capacité du plus grand réservoir ; 50 % de la capacité globale des réservoirs associés.</p> <p>Cette disposition ne s'applique pas aux bassins de traitement des eaux résiduaires.</p> <p>Lorsque les stockages sont à l'air libre, les rétentions sont vidées dès que possible des eaux pluviales s'y versant.</p> <p>Les réservoirs fixes sont munis de jauges de niveau et pour les stockages enterrés de limiteurs de remplissage. Le stockage sous le niveau du sol n'est autorisé que dans des réservoirs en fosse maçonnée ou assimilés.</p>

<p>Lorsque le stockage est constitué exclusivement de récipients de capacité unitaire inférieure ou égale à 250 litres, admis au transport, le volume minimal de la rétention est égal soit à la capacité totale des récipients, si cette capacité est inférieure à 800 litres, soit à 20 % de la capacité totale, ou 50 % dans le cas de liquides inflammables, avec un minimum de 800 litres si cette capacité excède 800 litres.</p> <p>La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir et résiste à l'action physique et chimique des fluides. Il en est de même pour son dispositif d'obturation, qui est maintenu fermé en conditions normales.</p> <p>L'étanchéité du ou des réservoirs doit pouvoir être contrôlée à tout moment.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'ensemble des stockages de produits chimiques dangereux vu dans l'atelier était conforme. Le stockage est notamment réalisé dans des armoires numérotées où chaque étagère porte le nom du produit qui doit y être entreposé. Les armoires constituent des capacités de rétention.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 4 : Produits incompatibles et réservoirs associés à des rétentions

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 2.10</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Rétention</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'information sur les incompatibilités des produits est présente à proximité de chaque stockage. Les contrôles faits par sondage dans les armoires et locaux de stockage s'avèrent conformes.</p> <p>Il est néanmoins constaté dans le local étuve la mise sur une rétention commune de produits dont le stockage ensemble ne se fait que sous certaines conditions. Il s'agit toutefois uniquement de contenants vides ou quasi-vides.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant s'assure que la mise sur rétention des produits du local Etuve est conforme aux règles de compatibilité.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 1 mois</p>

N° 5 : Etat des stocks de produits chimiques

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 27/05/2015, article Annexe I – 3.5
Thème(s) : Risques accidentels, Etat des stocks
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant tient à jour un registre indiquant la nature et la quantité des produits dangereux détenus, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et des services d'incendie et de secours.</p> <p>La présence dans l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant dispose d'un fichier Excel recensant l'ensemble des produits dangereux utilisés sur site (58 produits listés). Ce tableau indique les dangers associés à chaque produit, le type de contenant, sa localisation (3 zones de stockages identifiées pour l'ensemble de l'usine) et donne un lien cliquable vers chaque FDS.</p> <p>Il ne donne toutefois pas l'information de la quantité présente sur site, cette information n'est accessible que via l'ERP de l'entreprise. Ainsi l'obtention d'un registre indiquant la quantité des produits dangereux nécessite des manipulations informatiques entre les 2 outils.</p> <p>De plus, aucun plan général des stockages n'est disponible si bien qu'il n'est pas possible à un non-sachant de savoir où se trouve tel produit.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'exploitant doit être en mesure de présenter rapidement le registre et la localisation des produits dangereux. Compte-tenu du peu de fluctuation des quantités stockées, il peut toutefois établir une version maximisante en termes de quantité et y associer le plan général des stockages.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 6 : Contrôle périodique

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 24/02/2026, article R512-55
Thème(s) : Autre, Contrôle périodique
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les installations classées pour la protection de l'environnement soumises à l'obligation de contrôle périodique prévu à l'article L. 512-11 sont fixées à l'annexe de l'article R. 511-9.</p>

Constats :

L'exploitant a transmis :

- les contrôles périodiques au titre des rubriques 2560, 2561, 2940 datant du 24 avril 2018 et établis par Bureau Veritas
- l'attestation de certification de son système de management environnemental à la norme ISO 14001, valable jusqu'au 21 juin 2027 et faisant état d'une certification datant du 22 juin 2018

Au regard de ce qui précède, la périodicité des contrôles périodiques est de 10 ans maximum (R512-57 du Code de l'environnement), sous réserve d'un renouvellement de la certification ISO 14001 (prévu en 2027).

Le rapport de contrôle pour la rubrique 2560 « Installations de travail mécanique des métaux » indique :

- aucune non-conformité majeure
- une autre non-conformité relative à la différence de puissance des équipements installés (353 kW) au regard de la puissance déclarée (216 kW). Cette différence est sans incidence sur le classement ICPE de cette activité.
- une autre non-conformité relative à la présence d'une signalisation des risques incomplète au regard du document de recensement général des risques établi et présenté par l'exploitant

Le rapport de contrôle pour la rubrique 2561 « Installation de trempe en bain d'huile » indique :

- aucune non-conformité majeure
- une autre non-conformité relative à la non présentation de la fiche de données de sécurité de l'huile de trempe mise en oeuvre au niveau de l'installation (produit non réapprovisionné depuis plus de 15 ans)

Lors de la présente inspection il a été vérifié que la FDS de l'huile de trempe était bien présente, le précédent produit ayant été remplacé car classé CMR.

Le rapport de contrôle pour la rubrique 2940 « Installation d'application de peintures et vernis au trempé » indique :

- aucune non-conformité majeure
- une autre non-conformité relative à la différence de quantité totale de produit susceptibles d'être présentes (420 l) au regard de la quantité déclarée (270 l). Cette différence est sans incidence sur le classement ICPE de cette activité.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant doit déclarer les caractéristiques modifiées de ses installations au regard des rubriques ICPE concernées sur

<https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R42920>

avec le numéro AIOT 0007207510

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 2 mois